

Édition du 25 novembre 2016

Tout savoir avec le Sgen – CFDT

n° 11



Téléchargez un bulletin
d'adhésion [Ici](#)

ENSEIGNEMENT MORAL ET CIVIQUE

Retour de la journée du 22 novembre à Dijon

La conférence a tenu toutes ses promesses !

Des interventions de très grande qualité : de Pierre Kahn sur les enjeux, finalités et pratiques de l'EMC, de Dominique Bruneau, de la fédération des Sgen-CFDT, sur la formation de l'élève à devenir citoyen : un projet de société, et de Canopé qui a présenté les ressources en ligne pour accompagner les personnels.

À LIRE

- "Peppino et le secret des oliviers"
- "On fait de nous des immigrés"

De Giuseppe MUNGO
(Intervenant à la conférence EMC)
Édité chez L'Harmattan

Des débats riches et qui prouvent que ce sujet interpelle, interroge et parfois inquiète la communauté éducative représentée par près de 80 personnes.

Des ateliers se sont organisés sur l'ensemble de la journée et sur les thèmes suivants : médiation par les pairs, réserve citoyenne, conseil d'élèves, expliquer la laïcité, débat philo.

Giuseppe Mungo, Dominique Bruneau, Pierre Durand, Bruno Jay, l'Aroeven, Canopé, Génération médiateurs, l'Icem pédagogie Freinet et l'OCCE ont animé cette journée.

Merci à nos partenaires et merci à vous tous, chers adhérents, sympathisants, personnels de l'éducation nationale qui avez contribué à l'animation des ateliers et des débats.

SUIVEZ LE SGEN
BOURGOGNE SUR

https://www.facebook.com/sgen_cfdbourgogne/

Permanence : 7, rue Dr Chaussier - Dijon

Lundi à Vendredi de 09h00 à 17h00
sauf mercredi après midi



GUIDE DES MUTATIONS

Du second degré

[ICI](#)

GUIDE DES MUTATIONS

Du premier degré

[ICI](#)

VENDREDI 18 NOVEMBRE

La session "mutation" organisée par le Sgen CFDT Bourgogne a été un véritable succès. Les collègues ont été informés précisément, conseillés quant à leurs démarches et rassurés quand cela était possible...



BOURGOGNE

RIFSEEP INFIRMIERS

Le Sgen Bourgogne dit non !

Parce que nous revendiquons une vraie reconnaissance financière, et non pas un complément de salaire sous forme de prime,

Parce que le RIFSEEP se substitue à l'ancien système sans aucun avantage pour les personnels,

Parce qu'il demeure trop d'incertitudes sur la réévaluation des montants, le SGEN CFDT a voté non à la mise en place du système RIFSEEP pour les personnels infirmières lors du Comité Académique du 18 novembre.

Là où "les autres" ont voté parfois oui, parfois non, parfois se sont abstenus lors de la mise en place du nouveau régime indemnitaire dans les autres corps non enseignants, le SGEN CFDT s'est toujours opposé à sa mise en place et préfère nettement être cosignataire du PPCR qui est une vraie avancée pour les collègues, au niveau salarial comme au niveau carrière.

PREMIER CTA DE LA RECTRICE

La nouvelle rectrice a présidé son premier CTA.

La rectrice a répondu, quant aux inquiétudes du SGEN sur les bâtiments scolaires non restaurés laissant supposer qu'ils pourraient s'inscrire sur la liste noire de la nouvelle carte des établissements qui s'établit au niveau de la nouvelle région, qu'elle agirait pour maintenir dans tous les départements l'offre de formation aux élèves. Quant aux 8 pôles campus, la rectrice a expliqué que les écoles éloignées de leur pôle de rattachement ne se verrait pas "déplacées". Exemple de l'ISAT qui resterait à Nevers alors que son pôle campus "mobilité du futur" serait installé sur Montbéliard.

Le SGEN a néanmoins rappelé que la micro technique a disparu de l'Yonne au profit de la Franche Comté suite à la fermeture du LP Blaise Pascal.

Deux rectorats distincts, deux gestions et deux directions de l'académie bien identifiées, rappelle la rectrice : Elle est "le recteur de la Bourgogne et le Chancelier de l'Université Bourguignonne".

Une rectrice courtoise, mais qui sait être ferme. Quand FO demande que le CTA ne dure pas trop longtemps en application du code du travail, la rectrice rétorque que le texte de référence est dans le code de l'éducation. FO ne veut pas partir trop tard, mais qui arrive avec une liste de questions diverses ?

La rectrice tacle également le syndicat FO qui défend au CTA les débats de continuité alors qu'il s'y oppose généralement. "C'est nouveau ?" demande la rectrice.

Sur les réformes, FO et FSU disent que les réformes ont profité au privé. La rectrice et le secrétaire général admettent que le privé a gagné effectivement en inscriptions mais démontrent que ce n'est pas une fuite du public vers le privé. La rectrice affirme que les réformes, "c'est maintenant", pour qu'elles soient pleinement appliquées dans deux ou trois ans. Après... il sera trop tard (les présidentielles passeraient-elles par là ?)

FO propose également que les syndicats votent une motion contre l'évaluation. UNSA, FSU et SGEN sont contre ce vote et s'abstiennent. Seul FO vote pour (2 voix).



RENCONTRE ANCP

L'Association Nationale des Conseillers Pédagogiques à la rencontre des syndicats le 24 novembre à Dijon.

Rencontre avec les membres de l'ANCP pour débattre des problématiques métiers de la profession de Conseiller pédagogique :

la place, le rôle, la mission du Conseiller Pédagogique du 1^{er} degré dans un système éducatif en perpétuelle évolution, comme l'accueil et la participation à la formation des enseignants, sont des préoccupations constantes et majeures.

Dominique BRUNEAU, de la fédération du Sgen-CFDT et intervenant lors de la conférence EMC, a représenté notre syndicat à cette réunion.

Comité Technique du Ministère de l'Éducation Nationale

16 NOVEMBRE 2016
LE SGEN-CFDT SOUTIENT LES PERSONNELS FACE AUX ATTAQUES DONT NOUS SOMMES L'OBJET DANS LES DÉBATS POLITIQUES ET MÉDIATIQUES.

[Déclaration du SGEN CFDT](#)

EDEN

1^{er} Blanchet ministériel le 22 novembre

Le GNPD, Groupe National des Personnels de Direction s'est réuni ce mardi. La ministre réunit ainsi les représentants des personnels de direction. Ordre du jour : mesures de sécurité dans les établissements scolaires et les conditions de travail des personnels de direction. Le SGEN ne cesse d'interpeler le ministère sur les cas de plus en plus nombreux de burn out chez les PERsonnels de DIrection. De plus, comme le Sgen Bourgogne l'a indiqué à la rectrice au dernier CTA, une culture de la sécurité s'installe dans les établissements scolaires. C'est un changement de culture collective important, qu'il convient de mener avec discernement, sans brusquer ni les personnels ni les élèves. S'il faut que chacun et chacune prenne la mesure des risques et apprenne les procédures à suivre, il n'est pas nécessaire d'effrayer élèves et personnels au point de les déstabiliser !

RÉUNION DIJONNAISE DES EDEN DE BOURGOGNE

Jean-Louis Lopez, représentant fédéral pour les personnels de direction et proviseur à Grenoble, a animé la rencontre des EDEN de l'Académie. À l'ordre du jour : l'évaluation des personnels, le PPCR, la sécurité des établissements et de "ses occupants". Une faible participation du fait des agendas de chacun. C'est dommage car l'actualité nous montre que la vie de chef d'établissement est plus un sacerdoce qu'une villégiature. Le témoignage des collègues présents font remonter de réelles inquiétudes. Jean-Louis Lopez recueille ces témoignages pour porter jusqu'à la Ministre nos revendications en termes de carrières, mais aussi et surtout de conditions de travail.

LA LICENCE PRO OUBLIÉE

Le nouvel arrêté master instaure un droit à la poursuite d'études pour tous les titulaires d'une licence, mais il ne mentionne pas les licences professionnelles.

[Voir le pourquoi du comment...](#)

Pour un recrutement sans concours des agents non titulaires

CONTRACTUELS

LE SGEN-CFDT S'ENGAGE

29 NOV 2016

CAPN des attaché.e.s d'administration de l'État
Réunion de la Commission Administrative Paritaire Nationale des attaché.e.s d'administration de l'État.

LE SGEN-CFDT LANCE UNE PÉTITION : "POUR UN RECRUTEMENT SANS CONCOURS DES AGENTS NON TITULAIRES".

Les agents non titulaires de nos ministères effectuent leur travail avec dévouement et conscience professionnelle, malgré des conditions d'exercice souvent plus difficiles que leurs collègues titulaires.

Et pourtant, bien souvent ils·elles n'ont accès, ni à la formation initiale ou continue, ni aux primes...

Les plans de titularisation se succèdent mais il y a toujours des "laissés-pour-compte" !

IL EST TEMPS D'EN FINIR ! [Signez la pétition du Sgen-CFDT](#) pour :

- une titularisation sans concours des agents contractuels (sous condition de durée de service),
- leur accès à la formation initiale et continue,
- leur droit aux mêmes primes que les titulaires.

Nous exigeons la reconnaissance des compétences et de l'expérience de nos collègues non titulaires.

LA PRÉCARITÉ ÇA SUFFIT !

PROPOSER L'ADHÉSION

Pas simple pour un militant
5 vidéos de proposition d'adhésion
[Les vidéos et le login](#)

DATES PROCHES A RETENIR

- Réunion réseau Greta : Autun le 2 décembre
- Journée CHS CT : Beaune le 13 décembre



[L'ABCD](#)
[La lettre](#)
[électronique du](#)
[Sgen-CFDT](#)
[aux écoles](#)

[Les blogs du Sgen CFDT :](#)
la reconstruction de l'école,
campus,
le corps déchaîné,
le numérique,
vie scolaire,
ASH,
CIO,
AVS ...

CDESC DE L'YONNE

Les icaunais se rassemblent autour de l'École, contre la radicalisation.

Trois constats :

1. Le nombre de garçons radicalisés est stable, alors que le nombre de jeunes filles radicalisées augmente. Certains garçons reviennent de Syrie, mais aucune fille ne semble revenir selon le cabinet du Préfet.
2. En tenant compte de la sécurisation des écoles, il faut filtrer les entrées et les sorties sans pour autant qu'elles deviennent des "forteresses" pour les parents.
3. Les actions de la journée de la laïcité du vendredi 9 décembre 2016 doivent être intégrées dans le projet d'établissement et non être une journée "parachutée", (déconnectée de l'éducation à la laïcité qui se fait tout au long de l'année).

Un bilan :

Actions :

- Toutes les écoles ont écrit un "avant laïcité" au projet d'école
- 94 actions sur l'année scolaire 2015/2016
- Participations des élèves aux cérémonies commémoratives

Formations :

- Enseigner les faits religieux dans une école laïque
- Parcours citoyen et valeurs de la République

Propositions :

- Exposition de la BNF sur les valeurs républicaines à la DSDEN89
- Mise en œuvre d'un défi citoyen

Ressources :

Sites Internet académiques et Eduscol

Réserve citoyenne :

19 personnes dans l'Yonne font partie de cette réserve mais aucune demande d'intervention n'a été faite à ce jour.

Trois pistes de travail privilégiées :

- le respect et l'éducation à l'école,
- l'orientation en fin de troisième de façon à ce que les filles choisissent davantage les études et les carrières scientifiques,
- formations de l'ensemble des adultes agissant au sein de l'École.

[Le CR complet sur notre site](#)

UN RAPPEL NÉCESSAIRE D'UNE ÉCOLE INCLUSIVE

Le Sgen-CFDT demande aux ministères concernés de saisir des préconisations du Défenseur des droits afin de mettre en place, en coopération avec les différents partenaires éducatifs, une politique indispensable et ambitieuse d'inclusion. Il est nécessaire de s'en donner pleinement les moyens tant des points de vue matériel et organisationnel qu'humain.

Les préconisations du Défenseur des droits dessinent les contours d'une École inclusive, par ailleurs un des axes de la loi de refondation, qui accueille tous les élèves dans un cadre commun et répond de manière différenciée à leurs besoins. Il rejoint notamment les revendications du Sgen-CFDT : il est indispensable de définir l'éducation inclusive comme l'accès à l'École de tous les enfants au nom des droits. Mettre en place un parcours pour chacun des élèves, tout au long de la scolarité, nécessite un glissement de perspectives : c'est placer la réussite de tous au cœur des missions de l'École.

Par ces constats, fondés notamment sur les saisines du Défenseur des droits, il se confirme une nouvelle fois que le fonctionnement systémique de l'École, dont les finalités ne sont pas clairement définies, génère des discriminations et renforce les inégalités sociales.

Le Sgen-CFDT salue donc la publication du rapport du Défenseur des droits sur le Droit à l'Éducation, qui prône l'inclusion et la réussite de tous les élèves, y compris les plus fragiles, qu'ils soient porteurs de handicap, à haut potentiel, malades, nouveaux arrivants, enfants du voyage, résidant en Outre-mer ou en situation de grande pauvreté.

[Le rapport](#)



| | | | |
|------------------------|-------------------------|----------------|---------------------|
| NÉGOCIATIONS | Agents C | Attractivité | Grilles indiciaires |
| Intégration des primes | Agents A | Revalorisation | Statut général |
| Agents A+ | Hospitalière | Territoriale | |
| Carrières | Qualifications | Reconnaissance | |
| Etablissements | Agents B | Etat | Point d'indice |
| Rémunérations | Parcours professionnels | | |
| Compétences | | | |
| | | | ACCORD MAJORITAIRE |

PPCR DES PERSONNELS ADMINISTRATIFS

Pas toujours très clairs pour les personnels, revoici les tableaux du Sgen-CFDT sur la revalorisation des salaires des personnels administratifs.

Revalorisation du point d'indice, revalorisation de l'ensemble des grilles de rémunérations, amélioration du déroulement de carrière, transformation de primes en points d'indice : que change concrètement la mise en œuvre de l'accord PPCR pour les personnels administratifs de catégories A, B et C ?

Pour les catégories A et C, c'est 4 points d'indice supplémentaires et 6 points pour les catégories B (mais une revalorisation de la grille jusqu'en 2018 contre 2020 pour les A et C).

[En détails...](#)

PORTRAIT D'UNE IEN

Une [Inspectrice de l'Éducation Nationale](#) qui vient de prendre sa retraite témoigne sur le site du Sgen-CFDT Nord-Pas-de-Calais.



NOTE DE LA DEPP : PARCOURS À L'ÉCOLE PRIMAIRE DES ÉLÈVES EN SITUATION DE HANDICAP

Alors que la plupart des élèves de dix ans entrent en CM2, moins d'un élève en situation de handicap sur quatre parvient à ce niveau à cet âge. Quatre ans auparavant, à six ans, six sur dix entraient pourtant en CP. Entrant moins souvent à l'école maternelle dès trois ans, et moins souvent "à l'heure" au début de l'école élémentaire, une moitié de ces enfants va progressivement passer dans une classe ou un établissement spécialisé, les enfants de milieux défavorisés davantage que ceux d'origine sociale plus élevée.

[La note de la DEPP](#)

BILAN DES CONFLITS

Les violences en baisse

Dans son baromètre 2015-2016, la Fédération des Autonomes de Solidarité (FAS) qui protège les personnels de l'enseignement contre les risques du métier, telles que les agressions verbales ou physiques, note une "légère baisse" des dossiers de litiges traités.

1 595 cas d'insultes ou de menaces, 330 agressions physiques légères n'ayant pas entraîné d'interruption temporaire de travail, 1 680 cas de diffamation ou encore 157 dégradations de bien. Tel est le bilan des conflits rencontrés par les personnels de l'éducation dans l'exercice de leur fonction, selon la Fédération des Autonomes de Solidarité (FAS) pour l'année scolaire 2015-2016.

[Des précisions...](#)

PRIMAIRE DE LA DROITE

Le programme pour l'éducation du vainqueur de la primaire.

Le candidat à la primaire de droite estime que "les professeurs sont souvent critiqués de manière injuste" et qu'ils "exercent [leur métier] dans des conditions de plus en plus difficiles". Il recommande donc une "formation avec un recours à l'apprentissage de l'art d'enseigner en complément de leurs cursus universitaires" et d'"assurer plus d'heures d'enseignement à cheval entre lycée et université" pour les professeurs agrégés. Néanmoins, il est également question d'une suppression de 500 000 emplois de fonctionnaires et d'un passage à 39 heures pour la Fonction Publique !

[En savoir plus...](#)

NOTE DE LA DEPP : L'APPRENTISSAGE AU 31 DÉCEMBRE 2015

Au 31 décembre 2015, les centres de formation d'apprentis accueillent 405 200 apprentis, soit une stabilité par rapport à 2014 (- 0,2 %). La baisse s'atténue fortement dans l'enseignement secondaire (- 2,2 % contre - 6,7 % entre 2014 et 2015), tandis que la croissance de l'apprentissage dans l'enseignement supérieur s'accélère de façon marquée (+ 3,8 % après + 0,6 % en 2014). Le nombre d'entrées en apprentissage est en progression en 2015 (+ 1,9 %).

Les entrées à l'issue de la classe de troisième augmentent de 3,1 %.

Le poids de l'apprentissage parmi les 16-25 ans remonte de 0,2 point.

[La note de la DEPP](#)

SANTÉ AU TRAVAIL

CHSCTMESR DU 15 NOVEMBRE : NOS PREOCCUPATIONS

Une séance plénière du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (CHSCTMESR) s'est tenue le 15 novembre.

- **Médecine de prévention** : Le Sgen-CFDT a fait part de ses inquiétudes quand à la baisse des effectifs de médecins
- **Cibler les personnels à risque** : Le Sgen-CFDT a rappelé le rôle des médecins dans la mise en place des fiches d'exposition
- **Le CHSCTMESR a voté à l'unanimité un avis** qui reprend nos préoccupations
- **Prévention des risques psycho-sociaux – RPS** : Des groupes de travail (GT) sont souvent demandés par les organisations syndicales
- **Prise en compte de la santé au travail dans la politique contractuelle entre le ministère et les établissements**

La prochaine séance du CHSCTMESR aura lieu en mars 2017.

[Le compte-rendu complet](#)

CONSEIL SUPÉRIEUR ÉDUCATION

CONSEIL SUPERIEUR DE L'ÉDUCATION DU 17 NOVEMBRE 2016

La déclaration préliminaire du Sgen-CFDT :

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil Supérieur de l'Éducation, nous n'avons pas pour habitude de faire ici la chronique de tous les dérapages qui émaillent le débat public quand celui-ci s'empare de la question éducative. Il y a longtemps que, dans ce pays, les bateleurs d'estrade réactionnaires et les spécialistes des propos de comptoir ont leur rond de serviette dans les médias, aux dépens des professionnels et des connaisseurs véritables. On s'y est presque habitué. Cependant, l'outrance et même la violence de certains propos récents, à quelques mois d'élections nationales, nous obligent à y faire réponse ici, pour prendre la défense des personnels, de leurs métiers et de leurs missions.

Défendre les personnels

Reconnus dans leur travail, respectés en tant que professionnels

Au-delà de la défense des métiers, il y a la défense des missions de service public

[La déclaration détaillée](#)



LES EVALUATIONS PISA EN SCIENCES

On dit toujours que le niveau baisse ... Pour vous rendre compte des compétences qui sont évaluées, n'hésitez pas à consulter les sujets proposés. La présentation est en anglais, mais les sujets sont traduits en français.

[Bonne chance !](#)

LSUN : ÉVALUER LES COMPÉTENCES DU SOCLE NE DOIT PAS BUTER SUR UN OBSTACLE TECHNIQUE !

Le Sgen-CFDT dénonce le retard pris par les entreprises privées qui se partagent le marché des logiciels permettant le suivi des élèves dans la mise à jour de leurs outils et interpelle en parallèle le ministère sur les difficultés liées au Livret Scolaire Unique Numérique (LSUN).

Le Sgen-CFDT dénonce le retard pris par les entreprises privées qui se partagent le marché des logiciels permettant le suivi des élèves (Pronote, Itop, Liberscol, OMT...) et qui n'ont pas pris la mesure des besoins des enseignants en cette rentrée scolaire...

Mais il est aussi de la responsabilité du ministère de rassurer les enseignants et les personnels de direction, en rappelant que la réforme prendra du temps et que le premier trimestre peut être évalué avec les outils déjà présents dans les établissements, y compris les ENT.

[L'article dans son entier](#)

SESSION RETRAITE

La session retraite inaugurera les nouveaux locaux. En effet, la CFDT 21 déménage pour le 6bis de la rue Pierre Curie 21000 Dijon. Cette session aura lieu en salle 210 **le 14 février 2016**.

Préparer sa retraite c'est préparer une nouvelle vie. C'est aussi militer autrement auprès des Unions Territoriales de Retraités.

Vous pouvez [vous inscrire](#) dès maintenant.



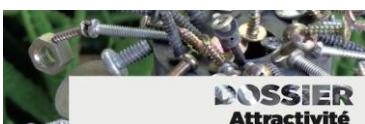
LETTER OUVERTE AUX PRÉSIDENTS DES UNIVERSITÉS DE BOURGOGNE, DE FRANCHE COMté, ET DE LA COMUE UBFC

Depuis la fin du printemps 2016, la présidence de l'université de Bourgogne fait état de difficultés financières qui ont conduit à des mesures de restrictions budgétaires drastiques et au vote d'un budget en déficit de 2,8 millions d'euros par le Conseil d'Administration du 19 octobre. Ces mesures d'économies impactent les services communs, les services centraux, mais entraînent aussi des coupes sombres dans l'offre de formation.

En cette mi-novembre, des informations inquiétantes nous parviennent de l'université de Franche Comté, où l'offre de formation qui sera ouverte à la rentrée 2017 prévoit elle aussi d'être amputée, et notamment dans le domaine des lettres et sciences humaines.

Les militants des Sgen-CFDT de Franche Comté et de Bourgogne se concertent régulièrement à propos des questions des regroupements d'établissements du supérieur autour de la COMUE de Bourgogne Franche Comté. À l'heure actuelle, nous déplorons le manque criant de coordination entre les deux universités et nous tournons vers la COMUE pour qu'elle favorise une reprise de dialogue. C'est pourquoi nous avons adressé, vendredi 18 novembre 2016, cette lettre ouverte aux présidents des universités de Bourgogne et de Franche Comté et au président de la COMUE UBFC, ainsi qu'à leurs vice-présidents à la formation.

[La lettre ouverte](#)



ATTRACTIVITE DU METIER ENSEIGNANT : C'EST AU MINISTÈRE D'AGIR

Le [rapport du CNESCO](#) a le mérite de souligner l'importance de l'accompagnement des débuts de carrière et de la prise de fonctions pour améliorer l'attractivité du métier enseignant là où elle est le plus problématique. Pour le Sgen-CFDT, le ministère doit s'en saisir rapidement pour améliorer la situation dans les territoires et établissements où le turn-over est le plus fort, les néo-titulaires et les non titulaires les plus nombreux.

La mise en œuvre du protocole Parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR) instaure des outils RH de nature à contribuer à l'attractivité qui trouvent un écho dans le rapport du CNESCO. C'est plus particulièrement le cas de la revalorisation financière, de l'accès à la classe exceptionnelle après l'exercice en éducation prioritaire, ainsi que la création de l'accompagnement professionnel tout au long de la carrière. Le Sgen-CFDT revendiquait depuis longtemps de telles mesures. Il demande maintenant qu'on s'en serve pour bâtir une politique d'attractivité adaptée aux établissements et territoires où l'on peine à affecter et stabiliser des personnels titulaires.

[La suite de ce communiqué](#)



cnesco
conseil national
d'évaluation
du système scolaire

ÉVALUATION PROFESSIONNELLE ENSEIGNANTS

LA REFORME DE L'EVALUATION DES ENSEIGNANTS

Inscrite dans la mise en œuvre de l'accord "Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations" (septembre 2015), le projet de réforme de l'évaluation prévoit que **les enseignant·es ne seront plus noté·es, ni pédagogiquement, ni administrativement**. La notation doit céder la place à une véritable évaluation des compétences professionnelles des enseignant·es sur la base du [référentiel de compétences de 2013 \(BO du 25 juillet 2013\)](#).

Quels sont les éléments-clé de la réforme proposée ?

[Toutes les explications sur le site fédéral](#)

[Le dossier sur la réforme du PPCR](#)

[Le point de vue de 2 IEN](#)



PSYCHOLOGUE ÉDUCATION NATIONALE

CREATION DU CORPS DES PSYCHOLOGUES DE L'EDUCATION NATIONALE

Le décret statutaire créant le corps des psychologues de l'éducation nationale a été adopté lors du Comité Technique Ministériel du 16 novembre 2016, ainsi que le décret d'échelonnement indiciaire du nouveau corps.

Quels sont les grands axes de ces décrets ?

- le décret statutaire crée un **corps de psychologues de l'éducation nationale à deux valences** : "éducation, développement et apprentissage" et "éducation, développement et conseil en orientation scolaire et professionnelle" ;
- le décret inclut les résultats des négociations PPCR (parcours professionnels, carrière et rémunération). **Ce corps aura 3 grades** : classe normale, hors-classe (grade normal d'avancement qui n'est plus liée à la fonction de DCIO) et classe exceptionnelle;
- **l'échelonnement indiciaire**, et donc la rémunération, est le même que pour les certifiés suite aux négociations [PPCR](#)

[Les interventions du Saen, les réponses ...](#)

ACTUALITÉS CFDT



RENCONTRE JEUNES BOURGUIGNONS CFDT

Du futsal (football en salle) pour que les jeunes adhérents se rencontrent

Le 28 janvier 2017, un tournoi de futsal sera organisé par la CFDT de Bourgogne à destination des jeunes salariés de – de 36 ans et les apprentis et étudiants de notre région.

Du sport, des débats, des rencontres pour que nos jeunes bourguignons puissent échanger sur leurs expériences, leurs réussites mais aussi les problèmes qu'ils rencontrent.

La CFDT à l'écoute des jeunes ce n'est pas nouveau. Cette année Laurent Berger avait rencontré les jeunes militants CFDT lors d'une formation à Bierville.

ÉLECTIONS TPE

Elles auront lieu, finalement, suite à l'action en justice de la CGT, du 30 décembre au 13 janvier. Ces élections revêtent une importance sur la représentativité des organisations syndicales et, à cette occasion, la CFDT pourrait devenir le 1^{er} syndicat français avec environ 900 000 adhérents. Ce ne sont pas les partis politiques qui critiquent les syndicats qui peuvent se vanter d'avoir un nombre aussi important d'adhérents et un taux de votants aux élections professionnelles qui ferait rêver n'importe quelle démocratie digne de ce nom !

(Le parti Les Républicains compterait 270 000 adhérents au dernier recensement).



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

"LA RÉGRESSION PROGRESSE"

On ne peut que se reconnaître dans ce "tweet" d'Edgar Morin publié le 9 novembre 2016.

Mondialement le pire devient de plus en plus sûr.

Des clowns ridicules comme Boris Johnson ont amené au [Brexit](#) de la Grande Bretagne sur fond xénophobie rampante.

Un psychopathe meurtrier, Rodrigo Duterte, a pris la tête d'un pays de plus de 100 millions d'habitants, les Philippines.

Erdogan étrangle lentement mais sûrement la démocratie en [Turquie](#).

Orban en Hongrie, Jaroslaw Kaczynski en Pologne et Roumen Radev en Bulgarie sont tentés de suivre la même voie...

Poutine jubile en voyant accéder à la Présidence des USA Donald Trump.

Le même Edgar Morin disait : "En politique, l'erreur peut conduire à l'horreur."

En France, les citoyens déboussolés se disent que chez nous aussi le pire devient de plus en plus sûr !

Nous refusons ce monde de culpabilité, de vérités assénées, de discours catastrophes.

Nous voulons des adultes qui se prennent pour des adultes, qui n'ont pas peur de l'autre, et qui cherchent à comprendre ce monde souvent incompréhensible pour garder leur liberté de choisir.

Plaçons l'aspiration au bonheur individuel et collectif au centre de notre projet de société car l'état d'un pays se mesure d'abord à l'aune de ce que ses citoyens vivent ensemble et non à la hauteur de son PIB.

René Grégoire



BARRAGE AU FRONT NATIONAL

Le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger va demander à être reçu par les différents candidats à l'élection présidentielle, "à l'exception de l'extrême-droite".

La CFDT "ne roule pour personne" dans l'élection présidentielle. Mais elle fera barrage au Front National, parti "pas compatible" avec les "valeurs" du syndicat, a dit jeudi son numéro un, Laurent Berger.

Le syndicat "va attendre début janvier pour poser des constats sur les différents programmes", a répondu sur BFM Business le secrétaire général de la CFDT, interrogé sur une éventuelle proximité idéologique avec l'ex-ministre de l'Économie Emmanuel Macron. La CFDT demandera alors "à être reçue par tous les candidats, à l'exception de l'extrême droite".

Transition énergétique, services publics, protection sociale... Le FN "n'est pas un parti qui est compatible avec la vision du progrès, les valeurs que porte la CFDT", a développé Laurent Berger, évoquant une politique bâtie "sur le dos de ceux qui sont les plus fragiles".

"On ne construit pas une société en désignant des coupables à la vindicte populaire

et je crois que c'est ce que fait Mme Le Pen", a-t-il insisté.

À l'inverse, Laurent Berger a dit défendre un projet politique qui "dresse une perspective", "parle à l'intelligence des citoyens et pas à leurs tripes, qui parfois malheureusement les emmènent vers des réflexes extrémistes". La CFDT veut également œuvrer pour que la transition énergétique, la place des services publics ou encore la défense de la protection sociale comptent parmi les thèmes phares de la campagne présidentielle, a-t-il avancé.



UNION RÉGIONALE INTERPROFESSIONNELLE CFDT :

Laure Nicolaï, secrétaire générale depuis 18 mois de Santé sociaux 21 et Jean Claude Perrin du Syndicat pôle emploi, trésorier actuel de l'URI

Franche Comté sont proposés pour former une équipe pour le congrès de juin 2017.

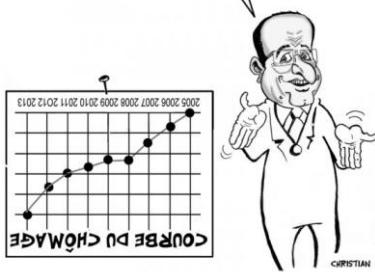
Laure comme future secrétaire générale et Jean Claude comme futur trésorier

COMITE REGIONAL DE L'URI BOURGOGNE : NEVERS JEUDI 24 NOVEMBRE

La CFDT et la politique internationale, la situation économique et politique en France, la représentativité syndicale en Europe et en France : tous ces sujets ont été abordés au cours de cette rencontre.

[Le compte-rendu détaillé sur notre site](#)

INVERSONS LA COURBE !



CHIFFRES DU CHOMAGE, MAINTENIR L'EFFORT EN FAVEUR DES DEMANDEURS D'EMPLOI

Le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité au cours du mois d'octobre (catégorie A) est en baisse de 0,3% sur un mois (- 11 700). Il baisse également pour les demandeurs d'emploi en catégorie B (- 1,3%) mais il augmente de 0,2% en catégorie C. Ces chiffres montrent la fragilité de la reprise économique et la difficulté de la "transformer" en emplois stables.

Dans ce contexte, **l'indemnisation et les dispositifs d'accompagnement restent plus que nécessaires pour soutenir et sécuriser les demandeurs d'emploi**, particulièrement les plus en difficulté. Pour la CFDT, il ne faut pas relâcher les efforts entrepris, c'est le cas des **mesures en faveur de l'emploi des jeunes**. Elles portent leurs fruits puisque le chômage des moins de 25 ans diminue (- 4,8% sur un an).

L'objectif de doubler le nombre de formation pour les demandeurs d'emploi devra se poursuivre en 2017. C'est un enjeu fondamental car il permet dès à présent l'entrée en formation de chômeurs qui traditionnellement n'y ont pas accès : un tiers sont des demandeurs d'emploi de longue durée ou non qualifiés.

Les droits rechargeables qui bénéficient essentiellement aux jeunes et aux précaires doivent être confortés. Lors des discussions sur l'assurance chômage, la CFDT proposera des mesures pour lutter contre l'usage abusif des contrats courts et pour améliorer l'emploi des seniors.

RAPPORT SUR LA PENIBILITE, UNE CONTRIBUTION POSITIVE

La mission confiée par le Premier ministre à Gaby Bonnard, Pierre-Louis Bras et Jean-François Pillard sur le compte pénibilité vient de produire un rapport sur la mise en œuvre du Compte personnel de prévention de la pénibilité (C3P).

La CFDT salue cette contribution positive à la mise en œuvre du C3P, dispositif en devenir. Depuis des mois, une partie du patronat explique que cet outil est une usine à gaz inapplicable et encourage les entreprises à ne pas le mettre en œuvre. **Ce rapport est à l'opposé de ce discours déplacé : il réaffirme que réduire la pénibilité est un objectif pertinent et justifié par les inégalités que crée la pénibilité** (espérance de vie, santé, retraite...). Il n'offre aucun argument à ceux qui imaginent encore son abrogation.

Ce rapport fait le lien avec la politique de prévention qui prévaut dans le Plan Santé au Travail 3, voulu par les partenaires sociaux. Il réaffirme que **le dialogue social est essentiel pour mener des politiques de prévention dans l'entreprise**. Enfin il propose des pistes pour rendre notamment efficient **l'accès à la formation** de ceux qui sont exposés à la pénibilité et qui n'ont souvent pas recours à la formation continue.

La CFDT demande à ce que tous les **référentiels de branche** en cours de réalisation soient rapidement déposés auprès de l'administration en vue d'être homologués. **Les entreprises, et notamment les PME/TPE, devront appliquer ce nouveau droit pour les salariés, dès la fin 2016, comme la loi l'exige.**





1991-2016 : FETE a 25 ans !

Voici 25 ans que l'association se consacre à faire avancer l'égalité professionnelle, défaire la discrimination et faire avancer les représentations et les pratiques.

Pour saluer le passé et projeter l'avenir, les bénévoles et salariées de FETE vous invitent à une soirée anniversaire :

**Mardi 13 décembre
2016 de 18 h à 20 h 30**

**Salle basse du Cellier de Clairvaux
27 bd de la Trémouille à Dijon**

À noter la contribution d'Yvette Roudy (ancienne ministre aux droits des femmes) à l'occasion de cette soirée.

Voir [invitation](#) avec inscription obligatoire.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT

"Rien n'est plus important que de bâtir un monde dans lequel tous nos enfants auront la possibilité de réaliser pleinement leur potentiel et de grandir en bonne santé, dans la paix et dans la dignité."

Kofi A. Annan

[Une "machine à remonter le temps" pour alerter sur le manque de statistiques sur les enfants](#)



20 nov.

Sans données fiables sur la situation des enfants dans le monde, difficile d'apporter des solutions aux problèmes auxquels ils sont confrontés. Pour démontrer et rendre tangible le manque criant de statistiques de qualité sur les enfants, l'UNICEF a lancé une "Machine à remonter le temps" et interpelle les dirigeants du monde. Compter les enfants, parce que chaque enfant compte... et que chaque enfant doit compter dans les décisions qui les concernent !

PRIMAIRE DE LA DROITE ET DU CENTRE ET DU RESTE

Selon un sondage Elabe, 15% des votants de la primaire de la droite et du centre seraient des sympathisants de gauche et 8% du Front national. 63% des électeurs se disent sympathisants de la droite et du centre. 14% des votants ne se prononcent pas.

Fin octobre, un sondage Cevipof/Ipsos/Le Monde estimait que 10% des électeurs prêts à aller voter étaient proches des partis de gauche et 12% du FN.

Près d'un tiers des électeurs ont attendu les derniers jours pour se décider sur leur participation et leur choix. Un chiffre plus élevé que lors des élections traditionnelles. Les votants ont donc attendu les trois débats pour se décider. Seuls 34% des votants savaient avant septembre pour qui ils allaient voter.

La mobilisation des électeurs de gauche était la grande inconnue de cette élection et a fait l'objet de vives tensions au sein des candidats. Nicolas Sarkozy par exemple souhaitait une primaire plus fermée, pour pouvoir s'appuyer sur sa base d'électeurs. L'ancien chef de l'État s'appuyait en effet sur un socle de militants très fort. À l'inverse, François Fillon a toujours insisté pour assurer une primaire ouverte.

COMMENT VIRER DES FONCTIONNAIRES

François Fillon veut à nouveau casser le service public (c'est ce qu'il a déjà fait sous Sarkozy, rappelez-vous), un des outils essentiels à notre vie démocratique et surtout au service du peuple français. Monsieur Fillon qui a reçu, toujours avec le même acolyte (alors locataire de l'Élysée), des dictateurs tels que Kadhafi, Al Assad, et serait un proche de Poutine (rien que ça) devrait prendre l'attache de Erdogan qui vient de supprimer 160 000 fonctionnaires (dont la plupart croupissent en prison avec des journalistes) depuis la tentative de coup d'état contre le régime, soit 32% de ce que souhaite supprimer Fillon en 3 mois.



LU SUR LE CAFÉ PÉDAGOGIQUE DE CE 25 NOVEMBRE



PHILIPPE MEIRIEU : MODESTES REMARQUES SUR LE ROLE DES "PEDAGOGUES PRETENTIEUX"

En dénonçant le pouvoir de "pédagogues prétentieux" qu'il entend bouter au dehors de l'Éducation nationale s'il est élu président de la République, François Fillon fait un joli coup politique. Il se joint, dans un contexte international et national qu'il sait sensible à ce thème, au concert contre toutes les formes d'"élitisme"... Il sait, évidemment, que, nulle part, dans aucun des grands corps intellectuels et médiatiques, les "pédagogues" ne sont considérés comme relevant de l'élite : nul Prix Nobel de Pédagogie et nulle chaire de cette discipline au Collège de France ou au CNRS. Pas vraiment de reconnaissance de cette approche disciplinaire et épistémologique dans l'université française, ni même de travaux encouragés et accompagnés sur l'histoire et la tradition de la culture pédagogique en France : il faut aller en Suisse ou en Allemagne, au Royaume-Uni ou même en Italie pour trouver des programmes élaborés sur ces questions...

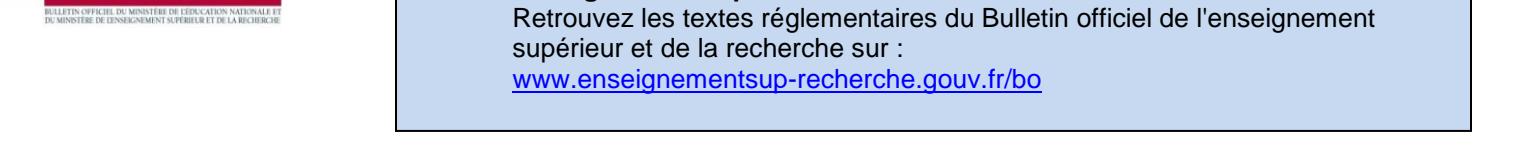
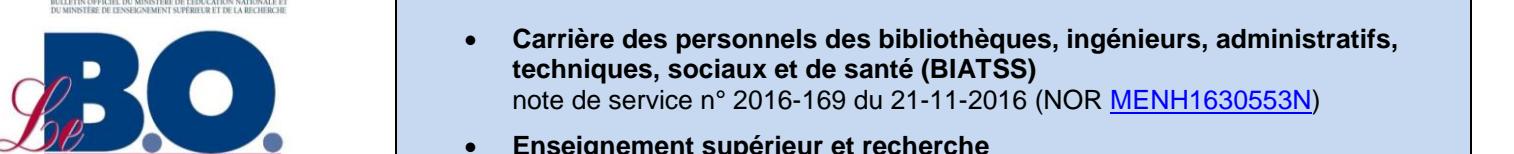
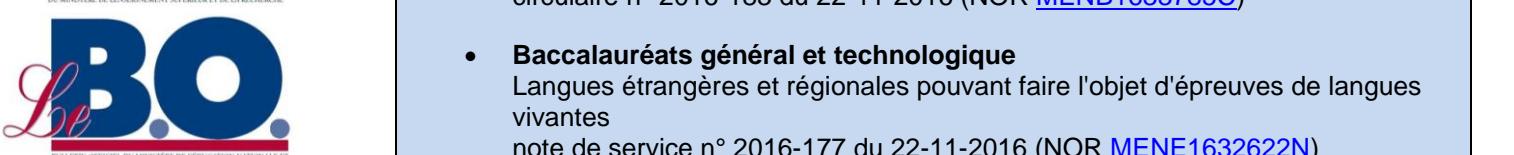
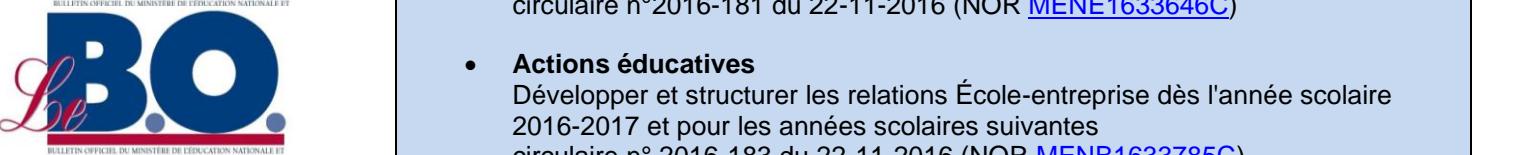
Les pédagogues, des adeptes du rapt d'enfants

Mais peu importe ! Le mot "pédagogue" fait peur ! Il renvoie, dans l'opinion publique, à une sorte de "caste" de spécialistes, évidemment jargonnant, plus ou moins exclus de leur discipline d'origine (la sociologie ou la philosophie, la psychologie ou l'histoire, la linguistique ou l'économie), qui aurait secrètement pris le pouvoir pour se venger de leur mise à l'écart. Plus encore, les "pédagogues", à un moment où chaque parent veut décider de l'avenir de ses enfants, de son environnement scolaire et de ses méthodes d'apprentissage, des conditions de son "épanouissement" et de son "bonheur scolaire", sont présentés comme des sortes de "dictateurs scolaires" qui oseraient encore mettre en avant le "bien commun éducatif", évoquer la nécessité d'un "cahier des charges" national, voire s'interroger sur la nature des institutions capables de susciter de la solidarité entre nos enfants et, même, mettre en avant le pouvoir de l'École, à travers les apprentissages scolaires eux-mêmes, pour créer véritablement du lien social.

Disons-le tout net : alors que de "vrais politiques", réalistes et "en prise avec la grande majorité des Français", ont parfaitement compris que le choix de l'établissement et de son uniforme, les examens d'entrée égrenés à tous les niveaux de l'institution, les sanctions contre les "mauvais parents" et la mise en place d'une orientation précoce, correspondent parfaitement à la montée d'un individualisme, que nul, désormais, ne prend le risque de critiquer, les "pédagogues" sont tout simplement aujourd'hui des adeptes du "rapt d'enfants". Ils sont là, tapis en embuscade, pour tenter d'assigner à l'École une mission sociale... autant dire pour voler ostensiblement aux parents leur progéniture, pour former, autant que possible, des citoyens capables de prendre en charge ensemble leur avenir quand, un peu partout, on voudrait simplement les voir "réussir", faire la fierté de leurs parents ébahis, se positionner dans la hiérarchie sociale pour mettre en échec cette crainte du déclassement qui tenaille tant de nos concitoyens.

Que des "pédagogues" s'intéressent aux vertus de la mixité sociale, aux effets de l'entraide entre pairs et entre générations, à l'enrichissement que pourraient représenter, pour toutes et tous, des activités dites "manuelles"... que ces mêmes pédagogues veuillent, au-delà de l'indispensable apprentissage des règles de la langue, donner à chacune et à chacun le goût de l'écrit et l'exigence d'une expression précise et rigoureuse, qu'ils veuillent faire de l'entrée dans la culture non un privilège mais un droit... voilà qui a de quoi inquiéter des politiques dont l'objectif premier reste, semble-t-il, de laisser entendre à chaque parent : "Vous allez enfin pouvoir choisir votre établissement pour vos enfants. Comme vous-mêmes, ils connaîtront les joies subtiles de "l'entre soi". Votre fils ou votre fille ne risquera pas de mauvaises fréquentations. Ils seront toujours triés sur le volet et n'auront pas à se préoccuper de ceux et celles qui, accidentés dans leur vie personnelle et sociale, pourraient avoir besoin d'eux. Soyez sereins : au royaume du "développement personnel", on ne leur demandera jamais de s'inscrire dans des collectifs pour faire l'expérience de la solidarité. L'École de la République va devenir celle des familles, des ghettos et des clans..."

[Lire la totalité de l'article](#)



- **Partenariat**
Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association Fédération française des usagers de la bicyclette (FUB)
arrêté du 15-11-2016 (NOR [MENE1600806A](#))
- **Partenariat**
Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association PI4y International
arrêté du 15-11-2016 (NOR [MENE1600807A](#))
- **Partenariat**
Agrément national au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public à l'association Finances et pédagogie
arrêté du 15-11-2016 (NOR [MENE1600808A](#))
- **Application du protocole interministériel du 20 mai 2016**
Développer les liens entre la jeunesse, la défense et la sécurité nationale
circulaire n° 2016-176 du 22-11-2016 (NOR [MENE1631955C](#))
- **Actions éducatives**
Journée anniversaire de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État (9 décembre 2016)
circulaire n°2016-181 du 22-11-2016 (NOR [MENE1633646C](#))
- **Actions éducatives**
Développer et structurer les relations École-entreprise dès l'année scolaire 2016-2017 et pour les années scolaires suivantes
circulaire n° 2016-183 du 22-11-2016 (NOR [MENB1633785C](#))
- **Baccalauréats général et technologique**
Langues étrangères et régionales pouvant faire l'objet d'épreuves de langues vivantes
note de service n° 2016-177 du 22-11-2016 (NOR [MENE1632622N](#))
- **Recrutement**
Appel à candidature pour le recrutement d'inspecteurs généraux de l'éducation nationale
avis (NOR [MENI1600838V](#))
- **Carrière des personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé (BIATSS)**
note de service n° 2016-169 du 21-11-2016 (NOR [MENH1630553N](#))
- **Enseignement supérieur et recherche**
Retrouvez les textes réglementaires du Bulletin officiel de l'enseignement supérieur et de la recherche sur :
www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/bo

Pour toute information, contacter :

Sgen-CFDT Bourgogne

7 rue du docteur Chaussier

21000 Dijon

☎ : 03 80 30 23 54

✉ : bourgogne@sgen.cfdt.fr

🌐 : www.sgencfdt-bourgogne.fr

🌐 : <https://www.facebook.com/sgencfdtbourgogne/>